



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

20 JAN. 2003

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : M. ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.69.35

PA/NZ

N° 2002-351/52-2002 A

ARRETE

**Imposant des prescriptions complémentaires
de l'Etablissement PROVALIS
à MARSEILLE (11^{ème})**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L.512.7,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour application du Code susvisé,,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'Installations Classées pour l'Environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 1996 autorisant la Société PROVALIS à créer quatre ateliers de fabrication de produits de type chimique à Marseille (11^{ème}),

VU l'arrêté d'urgence n°2002-115/52-2002-A du 6 mai 2002 relatif au fonctionnement de l'établissement PROVALIS,

VU l'arrêté du 11 juillet 2002 imposant des prescriptions complémentaires à la Société PROVALIS,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 29 novembre 2002,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 12 décembre 2002,

CONSIDERANT l'accident survenu le 28 avril 2002,

.../...

CONSIDERANT la technique de mise en chauffe par fonctions que l'exploitant propose de retenir et de mettre en œuvre pour l'ensemble des substances du site présentant les risques les plus importants de décomposition thermique, d'inflammation et d'explosion,

CONSIDERANT que cette technique précitée améliore la sécurité des conditionnements de fonctionnement de ces équipements de mise en chauffe des produits sur le site, ainsi que la maintenance et la surveillance de ces installations,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-153 / 52-2002 A du 11 juillet 2002 sont remplacées par les suivantes :

2.1 Produits mis en chauffe

L'exploitant analyse et prend en compte le comportement des produits en température sur la base des informations disponibles sollicitées auprès des fabricants (tests de stabilité thermique notamment).

Toutes les substances actives et les produits dont le point éclair est inférieur à la température de mise en chauffe seront exclusivement réchauffer à l'aide de dispositifs de chauffage de type fondoirs.

Pour chaque produit, une consigne est établie et définit les modes de réglage des thermostats de régulation et de sécurité sur la base des informations tirées de l'analyse ci-dessus, ainsi que le temps maximal de stockage. La consigne précisera également les contrôles préalables à réaliser sur les fûts avant mise en chauffe (état, contenu,...), et les modalités de manipulation permettant de prévenir tout renversement, percement ou épandage de produit en particulier à l'intérieur des appareils de mise en chauffe.

Ces consignes sont mises en œuvre lors de chaque chargement de produits dans les appareils permettant leur mise en chauffe.

2.2 Dispositifs de chauffage des produits

Les dispositifs de chauffage du site sont autorisés à fonctionner en respectant les conditions suivantes :

2.2.1 Ensemble des dispositifs

Tous les équipements métalliques sont mis à la terre.

Tous les dispositifs de chauffage sont conçus de sorte à éviter l'accumulation de vapeurs inflammables ou explosives, et à minimiser le matériel électrique nécessaire à leur fonctionnement. Le matériel électrique situé à l'extérieur sera à une distance suffisante des événements des chambres chaudes pour éviter tout risque d'inflammation.

L'intérieur des enceintes de chauffage et l'ensemble des locaux et équipements de l'installation de mise en chauffe de type fondoir sont des zones de sécurité (incendie et explosion) au sens de l'article 9.8 de l'AP n°96-28/35 – 1995 A du 19 février 1996.

Tous les dispositifs de chauffage ne doivent pas permettre d'atteindre, même localement, une température susceptible de conduire à une auto inflammation, à une explosion ou à une décomposition dangereuse du produit mis en chauffe.

2.2.2 Fondoirs :

- Limitation à 80°C de la température de l'eau de l'installation ;
- Les armoires des équipements électriques sont situées dans un local technique extérieur ;
- Une mise en sécurité des fondoirs est prévue (arrêt alimentation vapeur), et est asservie à la détection (consigne thermostat de sécurité). La remise en route s'effectue après acquittement du défaut ;
- Une alarme sonore et visuelle reportée au poste de garde signale tout dysfonctionnement (manque d'eau, arrêt extracteur, température dépassant le seuil haut, arrêt pompes de circulation...) ;
- Des thermomètres extérieurs permettent de visualiser la température intérieure des appareils, à proximité de l'affichage de la température de consigne ;
- L'installation est sous rétention.

2.2.3 Chambres chaudes de type aérotherme (4 chambres situées en face ouest du bâtiment herbicide) :

- Limitation à 1,2 bars et à 123 °C de la vapeur avec soupape de sécurité
- Création d'une entrée et d'une sortie d'air sur les portes ;
- Mise en place d'une tôle déflectrice devant les batteries et tuyauteries ;
- Rajout d'une alarme sonore et visuelle de seuil de température haute avec report au poste de garde ;
- Mise en sécurité de la chambre (arrêt alimentation vapeur et énergie électrique) asservie à la détection (consigne thermostat de sécurité), et remise en route après acquittement du défaut
- Mise en place de thermomètres extérieurs permettant de visualiser la température intérieure de ces appareils, à proximité de l'affichage de la température de consigne

2.2.4 Chambres chaudes de type aérotherme (2 chambres bi compartimentées au sud de la chaufferie) :

- Limitation à 1,2 bars et à 123 °C de la vapeur avec soupape de sécurité ;
- Rajout d'une alarme sonore et visuelle de seuil de température haute avec report au poste de garde ;
- Mise en sécurité de la chambre (arrêt alimentation vapeur et énergie électrique) asservie à la détection (consigne thermostat de sécurité), et remise en route après acquittement du défaut ;
- Mise en place de thermomètres extérieurs permettant de visualiser la température intérieure de ces appareils, à proximité de l'affichage de la température de consigne

2.2.5 Chambres chaudes de type résistance - bain d'eau (3 chambres situées au sud est du site) :

- Remplacement des niveaux à flotteurs par des lames vibrantes ;
- Rajout d'une sonde de température très haute sur les résistances ;
- Rajout d'un niveau très bas à lames vibrantes ;
- Rajout d'une alarme sonore et visuelle reportée au poste de garde portant sur les défauts suivants : niveau bas eau ; niveau haut eau ; température haute résistance ; température haute étuve ;
- Mise en place de thermomètres extérieurs permettant de visualiser la température intérieure de ces appareils, à proximité de l'affichage de la température de consigne

2.2.6 Chambres chaudes de type aérotherme (3 chambres à l'ouest de la citerne d'émulsifiant) :

- Limitation à 1,2 bars et 123 °C de la vapeur avec soupape de sécurité ;
- Rajout d'une alarme sonore et visuelle de seuil de température haute avec report au poste de garde ;
- Mise en sécurité de la chambre (arrêt alimentation vapeur et énergie électrique) asservie à la détection (consigne thermostat de sécurité), et remise en route après acquittement du défaut ;
- Mise en place de thermomètres extérieurs permettant de visualiser la température intérieure de ces appareils, à proximité de l'affichage de la température de consigne

2.2.7 Chauffage à l'eau chaude de la citerne d'émulsifiant (1 citerne routière au nord du bâtiment insecticide) :

- Mise en place d'une seconde électrovanne de sécurité sur alimentation générale air comprimé,
- Mise en place d'une soupape de sécurité 3 b sur circuit eau chaude
- Mise en sécurité (arrêt alimentation vapeur et circulateur) asservie à la détection (consigne thermostat de sécurité), et remise en route après acquittement du défaut ;
- Mise en place de thermomètres extérieurs permettant de visualiser la température intérieure de ces appareils, à proximité de l'affichage de la température de consigne

2.3 Entretien/maintenance/surveillance

L'exploitant définira un programme de surveillance et d'entretien périodique des équipements de sécurité des étuves.

Des tests du bon fonctionnement des alarmes et de leur report au poste de garde seront effectués au moins trimestriellement, et consignés par écrit.

Les rondes des agents de surveillance effectuées en dehors des heures d'ouverture normales du site comporteront un relevé effectif des températures des points chauds du site.

ARTICLE 3

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre 1^{er} du code de l'environnement rend nécessaire ou atténuer celles de ces prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 4

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions des articles L.514-1, L.514-2 et L.514-3 du Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre I du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Maire de MARSEILLE,
 - X - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - Le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de MARSEILLE,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipe,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

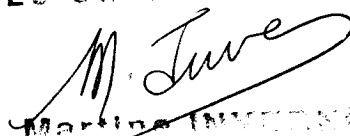
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

20 JAN. 2003

POUR LE PRÉFET
Le Secrétaire Général

MARSEILLE, le

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Martin IMBERTSON


Emmanuel BERTHIER